

Nou lé kapab !

L'Az Do Fèr La Réunion

TÉMOIGNAGES DU VENDREDI 14 OCTOBRE 2011 •

Loi Lurel :

À quelques voix près, on y était...

Mardi dernier, le projet de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'Outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone a été examiné à l'Assemblée nationale. À quelques voix près, le projet de loi aurait pu être adopté.



Le projet de loi déposé par le député Victorin Lurel visant à réguler les taux de sucre dans les aliments outre-mer n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale.

Nous vous en parlions déjà la semaine dernière. Alors que la Commission des Affaires sociales avait donné un avis favorable, le ministre de la Santé a indiqué que le groupe UMP se positionnerait contre, préférant faire une simple demande aux industriels. Ainsi, nous soulignions d'un trait humoristique la croyance au Père Noël du ministre de la Santé, mais aussi et plus sérieusement le manque de prise en considération de la situation locale, des problématiques auxquelles nous sommes confrontés, et plus particulièrement sur ce projet de loi essentiel dans la lutte, qu'elle soit contre l'obésité ou encore contre le diabète. En bref, un projet de loi qui va dans le sens de la santé publique. Ceci étant, qu'un ministre UMP ne prête pas attention aux enjeux locaux, ce n'est pas vraiment une surprise.

Le projet de loi, déposé par le député Victorin Lurel, n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale. Les choses se sont jouées à quelques voix: sur 389 suffrages exprimés, 190 députés ont voté pour et 199 ont voté contre.

Farreyrol et Lebreton aux abonnés absents

Principaux défenseurs des intérêts réunionnais à Paris, on est censés retrouver bien évidemment les députés de La Réunion. Théoriquement, on en compte quatre, mais après l'élection de Jacqueline Farreyrol aux Sénatoriales, cette dernière, déjà en remplacement de Didier Robert, démissionnaire pour cause de cumul, démissionne à son tour, pour les mêmes rai-

sons. Le poste devient donc vacant, et La Réunion perd donc une occasion — et pas des moindres, de se faire entendre.

Huguette Bello et René-Paul Victoria se sont positionnés en faveur du projet de loi. Le troisième député socialiste, aussi maire de Saint-Joseph, Patrick Lebreton, n'a quant à lui pas siégé. Cumul ou primaires socialistes, allez savoir les raisons de son absence, mais comme dit l'adage, «*Les absents ont toujours tort*». Ainsi, celui qui aura réussi l'exploit de faire exploser les taux de participation aux primaires sur son territoire aura aussi réussi l'exploit de participer au rejet d'une loi pourtant importante pour La Réunion.

Proposée par un député du même camp politique, une loi qui porte sur un territoire qui l'a élu, pour lequel il a, comme tous les candidats, promis de défendre les intérêts, rien à faire: Patrick Lebreton avait visiblement mieux à faire.

Ainsi, si les primaires sont un bel exercice démocratique, il n'en demeure pas moins qu'assumer les responsabilités que le peuple donne à quelques personnes en est aussi un.

Finalement, dans cette histoire, le projet de loi Lurel porteur d'un certain espoir pour les questions de santé publique dans les DOM s'est joué à dix voix. Et rien qu'à La Réunion,

deux personnes ont manqué l'occasion de se positionner favorablement. Deux députés sur quatre, soit la moitié des voix que nous avons pour porter nos intérêts. Juste ça.

La traduction d'un malaise démocratique

Bien sûr, il ne s'agit pas de tirer à boulets rouges sur Patrick Lebreton. D'une part, parce qu'il n'était pas le seul à être absent, seuls 397 députés ont pris part au vote sur 577 représentants que nous comptons au total. D'autre part, parce que nous savons pertinemment que le problème est plus profond, qu'il relève d'un «*système*».

Le temps, comme à chaque approche des élections présidentielles, est propice à l'analyse de notre société dite démocratique. Car on se rend bien compte des dysfonctionnements de ce système: l'impression de voir toujours les mêmes personnes au pouvoir, partout, tout le temps, le sentiment d'impuissance dans notre propre société, la lenteur de l'administration publique, le manque de femmes, le manque de jeunes ou encore la bataille entre le pouvoir du peuple et le pouvoir de l'argent...

Ainsi, les cas Farreyrol et Lebreton sont une traduction, en plus, finalement, du malaise démocratique.

Édito

Mardi dernier, c'était jour de grève contre le plan d'austérité imposé par le gouvernement aux dépens, une fois de plus, des populations les plus modestes.

Mardi dernier, c'était jour de grève, mobilisation nationale, en théorie, car à La Réunion, les syndicats n'ont pas appelé à la mobilisation. L'argument avancé est que les travailleurs ne peuvent se permettre de perdre à nouveau une journée de salaire. Certes. Mais est-ce une raison pour ne plus batailler du tout?

Le défilé traditionnel est-il la seule manière d'exprimer son mécontentement? Certainement pas. Le monde change et la situation sociale difficile entraîne malheureusement des difficultés de mobilisation.

Il y a alors deux solutions: soit on rend les armes, soit on innove dans la manière de lutter. «*Résister, c'est créer, créer, c'est résister*», encore une fois. Comme pour toute chose, la société a besoin d'évoluer, elle a besoin d'innovations. Les gens renouvelleraient probablement moins leurs voitures, téléphones ou télévisions si ceux-ci n'apportaient pas des innovations telles climatisations automatiques pour les voitures, contrôle vocal pour les téléphones ou encore écran HD pour les télévisions... Les gens seraient peut-être même lassés de tout ça. Cela ne veut pas dire que ces innovations sont forcément de bonnes choses, mais la nouveauté attire.

Les mouvements sociaux et/ou politiques, c'est pareil. Preuve s'il en fallait du succès des primaires socialistes. Bon ou mauvais, là n'est finalement pas la question, la chose étant qu'ils ont innové dans la manière de faire de la politique.

Proposer une alternative à la société est une chose nécessaire pour fédérer, mais cela implique aussi de proposer des alternatives dans les moyens mis en œuvre pour le changement. En d'autres termes, pour changer la société, l'innovation doit être globale.

Présidentielle 2012

L'heure du bilan

Le prochain grand rendez-vous politique qui aura lieu dans quelques mois, ce sera les élections présidentielles. Dans cette perspective, le magazine "Challenges" va publier les travaux d'économistes qui passent au crible les politiques publiques menées durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

L'élection présidentielle est un moment crucial car, en fonction de la personne élue, c'est l'ensemble des orientations de notre société qui est susceptible de changer. Le quinquennat de Nicolas Sarkozy n'aura pas été de tout repos pour lui, mais aussi et surtout pour la population. Les réformes se sont succédé et la crise n'a rien arrangé.

Tout cela ne s'est pas produit en quelques mois, ni à un seul coup de réformes. Certaines lancées très rapidement ne sont déjà plus en place, mais portés par le flux massif d'actualités quotidiennes, nous oublions souvent toutes les initiatives qui ont été prises.

La question est de savoir, à quelques mois, de donner son avis sur le travail effectué à la tête de la République et de renouveler ou pas sa confiance, d'avoir des éléments qui permettent de porter un jugement en connaissance de cause. Ce n'est pas chose aisée, car nous n'avons pas dans notre modèle démocratique de véritables outils accessibles afin d'évaluer les politiques mises en place. Les bilans se résument souvent à la bonne parole démagogique des candidats en pleine campagne électorale, dont il nous appartient d'y croire ou pas. Mais pouvons-nous faire autrement, et surtout aussi facilement?

Le magazine "Challenges" publie depuis quelques semaines, à travers son "Observatoire 2012", l'analyse d'économistes sur les politiques publiques mises en place sous le mandat de Nicolas Sarkozy. Fiscalité, Ecole, Université et bien d'autres encore sont au programme. Une initiative que l'on peut saluer en cette période où tout va si vite que l'on ne prend probablement pas assez le temps de jeter un œil derrière pour voir ce qui a été fait, tirer les conséquences et dresser les perspectives.

Yémen

Quel avenir ?

Le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, a déclaré cette semaine qu'il était prêt à quitter le pouvoir dans les prochains jours, «Je ne veux pas le pouvoir, et je l'abandonnerai dans les jours prochains», lors d'un discours télévisé au cours duquel il a fustigé ses opposants.

«Il y a des hommes sincères, qu'ils soient militaires ou civils», capables de gouverner le Yémen, a cité l'Agence France Presse». Ali Abdallah Saleh a annoncé qu'il allait convoquer une réunion du Parlement dans les prochains jours, sans préciser pourquoi. Toutefois, si le président quitte le pouvoir, le gouvernement remplaçant devra suivre plusieurs réformes politiques, économiques et sociales pour faire face à la hausse démographique, l'analphabétisme de 50% de la population et le chômage d'au moins 35% de la population active.

En dépit d'un secteur agricole développé et dense, celui-ci ne parvient pas à couvrir les besoins alimentaires du pays.

Un pays à reconstruire

Au pouvoir depuis 1978, Ali Abdallah Saleh, 69 ans, est contesté depuis janvier par des jeunes qui campent sur la *place du Changement* de Sanaa, la capitale. Ces derniers dénoncent le népotisme du président et la corruption gouvernementale. Pays le plus pauvre de la région arabe avec un revenu annuel par habitant d'environ 775 euros contre 10.409 euros pour l'Arabie saoudite et 53.159 euros pour le Qatar. Les faibles revenus pétroliers assurent 70% des ressources de l'État et vont s'amenuiser au fur et à mesure que les gisements s'épuisent.

La mal-gouvernance du pays a causé la crise politique débutée le 27 janvier 2011, avec les manifestations réclamant le départ du Président Saleh. Corruption, népotisme, autoritarisme, tribalisme avec les 75 tribus, regroupées en confédérations, jouent un rôle politique non négligeable, tant comme acteurs que comme objets, incurie et discriminations rongent le pays, a expliqué Patrice Gourdin, enseignant en Relations internationales et Géopolitique. Ce dernier met en avant le qualificatif d'état *«inachevé»* octroyé au Yémen, depuis l'unification des Yémen du Nord et du Sud en 1990.



Ali Abdallah Saleh, président du Yémen.

Instabilité politique et crise alimentaire

Après avoir été blessé dans le bombardement de son palais en début juin, Ali Abdallah Saleh s'était rendu en Arabie saoudite pour se faire soigner. Durant un mois, le pays a eu un temps de liberté, au cours duquel la transition du pouvoir avait mener à la dis corde. Les 75 tribus du pays ont tenté de prendre leur place dans le nouveau gouvernement, mais ces dernières n'ont pas eu le temps de s'organiser. Le Président Saleh a ordonné à son armée de réprimer la population, tout en promettant des changements.

Après plus de neuf mois de contestation, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé un risque de famine au Yémen en raison d'une hausse des prix des produits alimentaires, de sévères pénuries de carburant et de l'instabilité politique. Une étude du PAM dans les quatre régions les plus touchées par les violences, Rayma, Amrane, Hijja et Ibb, a indiqué que de plus en plus de Yéménites ont du mal à s'alimenter alors que 50% des enfants souffraient de malnutrition chronique avant même la contestation. Le PAM a accru son assistance à 3,5 millions de Yéménites vulnérables, et plus spécialement à 70.000 qui ont fui leurs demeures en raison des combats dans le Sud et à 500.000 qui ont été déplacés par le conflit de sept ans dans le Nord, théâtre d'une rébellion chiite.

La communauté internationale s'intéresse

Une semaine après l'annonce de son départ, Ali Abdallah Saleh persiste et pousse son armée à attaquer les Yéménites. Cependant, les manifestants sont prêts à résister. Ces derniers ont manifesté mardi 11 octobre pour demander *«au Conseil de sécurité et aux grandes nations du monde de condamner le Président Saleh et son régime»*. Le jour même, les pays occidentaux au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ont réclamé l'adoption d'une résolution appelant à démissionner le président du Yémen. *«Il est grand temps d'inclure à l'ordre du jour la question sur la situation au Yémen»*, a déclaré devant les journalistes Peter Wittig, délégué permanent allemand auprès de l'ONU, avant le début de la réunion du matin du Conseil de sécurité.

De son côté, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les autorités yéménites à lancer les réformes nécessaires pour mettre un terme à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans le pays. *«Ce qui est important maintenant, c'est que le Président Saleh mette en œuvre immédiatement des réformes politiques afin que les populations puissent vivre dans un monde meilleur sans crainte de l'oppression et en voyant leurs droits humains pleinement protégés»*, a déclaré Ban Ki-moon lors d'une conférence de presse à Copenhague, au Danemark, aux côtés du Premier ministre danois, Helle Thorning-Schmidt.

Manifestations à Mayotte

Mahorais et Réunionnais: soyons solidaires!

Depuis plusieurs jours, les Mahoraises et Mahorais se mobilisent pour l'Égalité. Au commencement, la question des prix qui n'ont pas cessé d'augmenter et du pouvoir d'achat qui, par conséquent, s'est écroulé.

Durant cette semaine, une délégation mahoraise est venue à La Réunion faire un relevé de prix pratiqués dans l'île. Qu'il y ait des différences de prix entre les deux îles est une chose, mais cela ne doit pas nous faire oublier là où se

trouve le point de rupture emmenant à des inégalités.

Une étude de 2010 réalisée par l'INSEE sur les écarts de prix entre La Réunion et la France hexagonale montre que les prix sont sensiblement plus élevés chez nous. Ainsi, les produits alimentaires sont 36% plus chers. Pour la santé, ces chiffres montent jusqu'à 15%, et pour les communications, 19%. A partir de là, autant dire que nous ne sommes pas forcément un exemple d'égalité, en tout cas en matière de prix.

Ces dernières semaines à La Réunion, pendant que les manifestations grouillent à Mayotte, l'Alliance des Réunionnais contre la pauvreté (ARCP) mène des actions contre la hausse des prix des carburants et de la bouteille de gaz.

Le point commun de ces actions dans les deux îles, c'est finalement ce sentiment



Ces dernières semaines, pendant que les Mahorais manifestent contre la vie chère, dans notre île, l'ARCP mène des actions contre la hausse des prix des carburants et de la bouteille de gaz.

A Mayotte comme à La Réunion, les citoyens se mobilisent pour la même chose: plus de justice.

d'injustice face à une situation qui n'a que trop duré.

Cela doit nous emmener à penser océan Indien et destin commun. Parce que l'avenir des Départements d'Outre-mer dans l'océan Indien ne pourra se faire sans une approche qui prenne en considération nos pays voisins. Ainsi, c'est un mouvement

de solidarité qui doit se créer entre les défenseurs de l'égalité.

Nous avons certes des situations différentes, ne serait-ce d'un point de vue historique. Mais à Mayotte, comme à La Réunion, des citoyens se mobilisent tous pour la même chose: plus de justice.

Manifestations des «indignés»

«Ne nous regardez pas, rejoignez-nous!»

Les «indignés» européens continuent leur marche à travers toute l'Europe. Ils sont arrivés à Bruxelles il y a peu. Ils s'y sont, bien entendu, fait accueillir par la police. A New York, les «indignés» de Wall Street ont, comme nous le disions en exclusivité régionale dans le «noulékapab» de fin septembre, font enfler la rumeur.

Les policiers new-yorkais y sont pour beaucoup. Ils ont en effet arrêté assez spectaculairement plus de 700 personnes qui manifestaient pacifiquement sur le pont de Brooklyn, entraînant une forte médiatisation de l'événement. Tout le monde s'est alors prononcé sur ce sujet, Barack Obama et Warren Buffet soutiennent et tentent de récupérer le mouvement. Malheureusement, actuellement, la plupart des médias, français comme américains, comparent les «indignés» à un «tea party démocrate». Or, comparer les «indignés» de Wall Street et d'ailleurs au tea party,

c'est comme comparer Mélenchon à Marine Le Pen, dans une caricature de Plantu paru dans «Le Monde».

Il y a bien des différences fondamentales entre le tea party et les «indignés»

Il semble alors utile de déterminer la différence entre l'extrême gauche et l'extrême droite, qu'elle soit institutionnelle ou pas. Alors que les «indignés» s'axent principalement sur le trop grand pouvoir de l'argent

et le trop peu de pouvoir du peuple dans leur pseudo-démocratie, le tea party, lui, est plus axé sur des faits sociétaux comme l'avortement (qu'ils condamnent) ou la réforme de la santé voulue par Obama (qu'ils condamnent également).

Par exemple, sur les banques, les tea party s'opposent à leur renflouement alors que la plupart des «indignés» estiment que ce secteur de l'économie, devenu crucial, devrait être nationalisé. La liberté aussi est une notion partagée par ces deux extrêmes. Mais alors que le tea party défend la liberté de porter une arme, les «indignés», soutenus par les «anonymous», défendent la liberté du Net et de l'accès à la culture. Les «indignés» défendent également en vrac et entre autres un service public universel d'assurance maladie; un revenu d'existence; la gratuité de l'université; la renonciation aux énergies fossiles au bénéfice d'énergies alternatives renouvelables.

Des préoccupations bien loin, voire totalement opposées au tea party.

Chacun-pour-soi VS Vivre ensemble

Alors, non, les extrêmes ne se rejoignent pas. Non, ce n'est pas parce qu'on refuse le système actuel que l'on doit être mis dans le même panier. Non, l'esprit nauséabond du «chacun-pour-soi» poussé à l'extrême n'est pas similaire à la volonté d'un «vivre ensemble» éthique. Car ce qui est reproché au capitalisme, par la droite comme par la gauche, c'est bien le manque d'éthique inhérent au système lui-même. Où se trouve l'éthique quand, pour vivre, un vendeur doit... vendre, donc, souvent, mentir? On l'a vu, par exemple, avec Steve Jobs et «Apple», qui se revendiquait une «entreprise verte et éthique»... Elle ne l'est pas plus que les autres. Mais peut-on lui en vouloir quand on sait que le manque d'éthique est inhérent au système actuel?

Interview de K.O.S., filleul de Zorro Chang :

« Réveillez-vous pour faire bouger les choses ! »

Après le Festival International de la Jeunesse Réunionnaise, où l'artiste réunionnais Zorro Chang a pu se produire, l'équipe de "Nou lé kapab" vous fait découvrir un autre talent local, K.O.S., jeune artiste de La Possession, le «filleul de cœur» de Zorro Chang.

Tout d'abord, pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

— Je m'appelle Jérémy Thémyr, mais mon nom d'artiste est K.O.S. Je suis né au Port, mais j'habite depuis pas mal de temps à La Possession.

Pourquoi K.O.S. comme nom de scène ?

— K.O.S. est un surnom donné par mes camarades au collège... Je n'aime pas trop la raison de son existence, mais j'y suis attaché, car ça fait partie de moi! J'étais jeune, et à l'époque, et comme pas mal de jeunes réunionnais, j'avais la rage, contre un système, contre l'école, contre les injustices que je vivais au quotidien... Et donc, KOS pour «kass les os», seul moyen de me canaliser, avant de trouver ma voie avec l'écriture et la musique.

Comment avez-vous commencé la musique ?

— Oula, ça remonte ! Depuis le collège, avec mes amis on improvisait, on faisait des petites compos «pour le plaisir». Et puis j'ai rencontré Zorro Chang, qui dès le début m'a soutenu, il nous a donné des conseils pour nous faire connaître. Peu à peu nos efforts ont payé! On a commencé à jouer dans des petits concerts, comme ceux organisés pour la fête de la musique. À l'époque notre groupe s'appelait «Influenza». Après ça s'est

enchaîné, on a pu jouer dans des boîtes, notamment Saint-Gilloises, comme "Le Club" ou "Le César". Et puis sinon on aime beaucoup jouer dans des *sound-system*, car c'est vraiment une ambiance sympa, ouverte à tous! On a aussi enregistré un CD «Baz Sound Bass».

Quelle est la situation de l'industrie musicale à La Réunion ?

— À mon sens, la situation est très grave à l'heure actuelle pour les artistes, surtout les jeunes. tre artiste c'est s'engager pour la société, et aujourd'hui ce qui est sûr, c'est que la société n'est pas prête à s'engager pour nous. À La Réunion, si vous voulez vous en sortir en tant que jeune artiste, il ne faut pas compter sur les maisons de disques, bien trop refermées sur un cercle privé, mais on a besoin d'avoir des maisons de disques locales, ouvertes à tous les Réunionnais. Alors, heureusement qu'on n'attend pas d'être aidé pour continuer à faire ce qu'on aime: on ne peut s'en sortir qu'en étant solidaires entre nous. Et ça passe par notre propre production, faite à la maison, avec les moyens du bord! On n'a pas le choix, on a vite intérêt à se faire un réseau d'amis artistes qui peuvent nous aider à enregistrer nos compositions en nous prêtant du matériel par

exemple. On a appris à investir ensemble pour que nous puissions créer le plus possible. Alors, pour avoir une chance de se faire connaître on s'autoproduit, on fait marcher le bouche à oreilles et puis parfois on peut se débrouiller pour jouer dans un festival comme Zorro Chang. Cependant, ce genre d'initiative comme le FIJR, est à multiplier, et vite, car il y a une grande demande de la part de la population qui a besoin de connaître la musique locale.

Que pensez-vous de la situation économique et sociale à La Réunion ?

— Je pense qu'aujourd'hui avec la misère qui continue de s'amplifier à La Réunion, notre seule échappatoire c'est la musique. Les gens ne peuvent être que de plus en plus déprimés, car en plus d'avoir un niveau de vie et un pouvoir d'achat faible, on ne leur donne pas l'occasion d'écouter ce que nous les jeunes nous avons à dire! On ne nous donne plus d'opportunités de s'en sortir, même avec un diplôme, on n'a plus de rêves, on nous prend nos espaces de libertés pendant que les riches continuent de s'engraisser et a profiter! La situation économique et sociale fait peur pour l'avenir, on ne peut pas laisser ces décalages se creuser encore plus. On

doit se battre pour l'égalité des chances ensemble!

Quel message souhaitez-vous transmettre à la jeunesse réunionnaise ?

— Mon message est assez simple: ne vous laissez pas avoir et réveillez-vous pour faire bouger les choses! Il y a trop de raisons de s'indigner, et pourtant, on se laisse avoir par la violence, l'alcool, la fainéantise. Alors qu'on a un sacré potentiel, mais si peu valorisé que forcément, on le laisse gâter. Mais maintenant, il faut qu'on agisse, qu'on se prenne la main et surtout se prendre EN main! On vie sur une île magnifique, et pourtant on attend, on reste passif. On doit se lever et dénoncer, et surtout sortir de cercle vicieux de la violence. Combien de personnes tournent en rond, car elles ignorent qu'en fait elles sont puissantes. On a tous un pouvoir, mais il faut l'utiliser pour s'en rendre compte. J'aimerais que ceux qui m'écoutent comprennent qu'on doit grandir en étant solidaires, et que la délinquance tue notre pouvoir sur le monde. Le système nous donne toutes les raisons pour qu'on soit enragé, mais ce n'est pas seulement comme ça qu'on va le battre et s'en sortir!

Que souhaitez-vous pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain ?

— Je pense que le mieux pour la jeunesse, serait qu'on puisse enfin avoir de l'espace pour qu'on s'exprime, pour qu'on partage ensemble nos idées. Les jeunes doivent sortir de l'ombre et faire éclater notre potentiel! Il faut que nous construisions un système solidaire, où les vrais problèmes se résoudraient entre citoyens, par les citoyens. Mais pour ça, faut qu'on nous laisse occuper un lieu, où on pourrait se réunir, sans que ça soit le bar du coin!

Et ta chanson préférée de toutes tes compositions ?

— En fait, je n'ai pas de chanson «préférée» mais disons que sentimentalement, celle qui me tient le plus à cœur c'est "Loin d'être des anges", qui est assez autobiographique, et retrace donc une certaine partie de ma vie...



K.O.S.: «Je pense que le mieux pour la jeunesse, serait qu'on puisse enfin avoir de l'espace pour qu'on s'exprime, pour qu'on partage ensemble nos idées».

Nou ar trouve !

Remerciements à toutes et tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce journal, Elody M., Béatrice L., Robin N., Gilles L.,... Retrouvez nous sur FB «L'Az Do Fèr», sur le blog www.noulekapab.com ! RDV Vendredi prochain ! contact@noulekapab.com